

Campus Matin (site web)

Wednesday, September 10, 2025 - 12:35:27 980 mots

Objectif 500 000 étudiants étrangers en 2027 : les universités appellent à une stratégie nationale claire

La France se rapproche de son objectif de 500 000 étudiants étrangers d'ici 2027, avec près de 450 000 inscrits pour l'année 2024-2025.

Cette progression stable s'inscrit dans un contexte international qui l'est beaucoup moins et une stratégie nationale floue entre ambition d'attractivité affichée et durcissement de la politique d'immigration. Face à cette situation, les présidents d'université appellent à une stratégie nationale renforcée pour soutenir l'accueil. Le salon de l'EAIE, qui se tient à Göteborg du 9 au 12 septembre, est un moment clé pour échanger sur ces enjeux.

Le chiffre : près de 450 000 étudiants étrangers en 2024-2025

Le nombre d'étudiants étrangers a augmenté en 2024-2025 de + 3 % par rapport à l'année précédente et de + 17 % en cinq ans, révèle Campus France le 5 septembre, se basant sur des données du service des études statistiques (Sies) du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESR).

Avec 443 500 étudiants étrangers inscrits dans l'enseignement supérieur français, dont 10 800 apprentis étrangers en section de technicien du supérieur, l'objectif d'un demi-million pour 2027 fixé par le président de la République, Emmanuel Macron, semble à portée de main.

« Les mobilités étudiantes vers la France ont trouvé leur vitesse de croisière, dans un contexte international incertain. Les étudiants mobiles n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde, mais leurs choix de destination se diversifient : on est passé d'une poignée de compétiteurs à une palette plus large, avec un repli en cours aux États-Unis, premier pays d'accueil. Le défi pour l'Europe et la France est de se positionner comme une alternative dans ce paysage inédit », analyse Donatienne Hissard, directrice générale de Campus France.

Plus d'étudiants indiens, mais moins que prévu

Comme les années précédentes, le Maroc, l'Algérie, la Chine, l'Italie et le Sénégal demeurent les principaux pays d'origine. En 2024-2025, trois régions du monde ont envoyé plus d'étudiants en France que l'année précédente : l'Afrique subsaharienne (+ 7 %), l'Europe (+ 5 %) et l'Asie-Océanie (+ 3 %).

Pour cette dernière, la croissance est portée par la dynamique de l'Inde, désormais 11^e pays d'origine en 2025 (contre 13^e en 2024) avec 9 100 étudiants (+ 17 % en un an). Malgré la progression importante, c'est moins de la moitié de l'objectif fixé par la feuille de route franco-indienne de 2023 qui était de 20 000 étudiants pour 2025, puis 30 000 en 2030.

Les présidents d'université demandent une stratégie nationale d'accueil renforcée

« Les universités françaises plaident pour un cadre interministériel réellement dédié à la mobilité internationale, allant au-delà du seul prisme migratoire. Si des initiatives locales existent, il manque une stratégie nationale coordonnée reconnaissant pleinement leur rôle dans la diplomatie et l'attractivité de notre pays », écrit France Universités, dans une contribution sur la mobilité internationale, publiée le 8 septembre.

Ce plaidoyer fait écho à l'appel de Philippe Baptiste, alors ministre chargé de l'ESR, le 28 août lors de l'assemblée générale de France Universités, qui invitait les présidents d'universités à déployer davantage d'efforts pour attirer les étudiants internationaux.

France Universités demande une consolidation des dispositifs d'accueil et de coopération et formule dix propositions pour renforcer l'attractivité du système français, portant notamment sur les conditions de séjour post-diplôme, l'accompagnement des stratégies internationales via les contrats d'objectifs, de moyens et de performance (Comp), ou encore les conditions d'accueil dont le logement.

Les présidents d'université proposent la construction de tutelles permettant aux universités « de diagnostiquer leur potentiel international, d'identifier des zones géographiques et domaines stratégiques et de structurer une stratégie

d'accueil fondée sur des objectifs précis et mesurables »

Un appel à plus de flexibilité dans la mise en place des droits différenciés

L'Initiative, qui rassemble six universités labellisées I-Site, a aussi fait des propositions en matière d'international. Dans une position du 16 juillet, elle partage le besoin d'une stratégie « ambitieuse et volontariste » pour accueillir les étudiants internationaux. L'association propose d'abandonner le dispositif imposant aux universités de limiter à 10 % le nombre d'étudiants bénéficiant de dispositifs d'exonération des droits d'inscription.

La mise en place de droits différenciés pour les étudiants étrangers (hors Union Européenne), en 2019, est en effet limitée par les possibilités d'exonérations totales ou partielles fixées à 10 %. À la rentrée 2023, sur les 137 800 étudiants extracommunautaires potentiellement concernés par l'application des droits différenciés, seuls 6,97 % d'entre eux se sont acquittés d'un tarif plein, selon une note du Sies de février 2025.

La limite de 10 % des effectifs, « s'applique aux seules universités et pas aux classes préparatoires aux grandes écoles ou BTS par exemple », regrette l'Initiative.

Le salon de l'EAIE, un lieu pour créer des synergies

Les stratégies d'internationalisation sont justement au cœur du salon de l'European association for international education (EAIE), qui se tient du 9 au 12 septembre à Göteborg. 742 participants français sont recensés pour cette édition. Si Campus France n'a pas de pavillon cette année, l'agence a une délégation sur place.

Parmi les enjeux phares de l'EAIE 2025, Donatienne Hissard mentionne dans une interview à News Tank, les conséquences des mesures de l'administration Trump sur l'éducation : « L'enseignement supérieur européen peut apparaître, par contraste, comme un espace accueillant et sûr, tant pour les chercheurs que pour les étudiants. »

L'Europe est une zone d'origine des étudiants étrangers en progression : de 5 % en un an et de 24 % sur cinq ans.

« C'est important de ne pas penser uniquement à l'international lointain : l'Europe, pour la France, est un marché en croissance. [...] Pour nous, l'enjeu est double : entretenir cette dynamique, et favoriser la mobilité diplômante. Cela ne veut pas dire moins d'Erasmus, mais en plus des échanges, accueillir davantage d'étudiants qui viennent faire un cursus complet en France, pour des études longues. »

Pour suivre les actualités de l'EAIE 2025, où se trouve une partie de la rédaction de News Tank Éducation & Recherche, qui édite Campus Matin, demandez votre accès découverte

Concepts clés et définitions : #Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR)

[Cet article est paru dans Campus Matin \(site web\)](#)

© 2025 Campus Matin. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250910-AAER-1639